

Féminisme(s). Recompositions et mutations

Introduction

Ce numéro est consacré à l'analyse des recompositions des mouvements féministes et à leur impact au cours des dernières décennies. L'essentiel des textes porte sur l'étude des débats, des tensions, voire des crises qui les traversent ; ils traitent des difficultés et des obstacles rencontrés ; ils soulignent les ambivalences et les contradictions des positions théoriques et des pratiques militantes. Trois aspects différents sont ainsi abordés : premièrement, l'analyse des évolutions et la narration de l'histoire par les protagonistes des mouvements féministes impliqués dans l'action militante et la réflexion théorique ; deuxièmement, l'importance des enjeux liant sexisme, racisme et exploitation économique à l'échelle mondiale ; enfin en filigrane une interrogation sur les modes de transmission des expériences militantes : la forme de l'affrontement est-elle propre aux mouvements féministes ou bien caractérise-t-elle des mouvements politiques en général ?

La thématique centrale du numéro se situe dans le prolongement du n° 39 des *Cahiers du Genre*, « Féminisme(s). Penser la pluralité ». Le point de mire en est un féminisme qui, liant la domination de sexe aux autres rapports de domination, prône, à travers la transformation des rapports sociaux de sexe, celle de l'ensemble de la société. L'analyse des interrelations entre les divers rapports sociaux ressort comme la question majeure des féminismes d'aujourd'hui — il est à cet égard significatif que le

premier colloque de l'association Efigies¹ ait porté sur le même thème : « Le genre au croisement des autres rapports de pouvoir » (Colloque Efigies, 12 et 13 mai 2005). Comme pour le n° 39, nous avons privilégié ici aussi un regard croisé avec des recherches menées dans d'autres pays — États-Unis, Canada, Allemagne. Cette démarche permet de mesurer les enjeux des mouvements féministes en France à l'aune d'expériences faites dans d'autres contextes politiques.

Les débats sur la nécessité ou non d'une loi pour légiférer sur les insignes religieux à l'école ont comporté des affrontements virulents entre féministes. On a pu ainsi observer l'irruption de la religion dans le politique : la définition des groupes par leur appartenance religieuse a occulté les modes de catégorisation de populations issues de l'empire colonial et contribué à rendre invisible leur stigmatisation. Ces débats ont traversé l'ensemble des groupes politiques, mais ils ont particulièrement marqué les groupes féministes qui n'avaient jusqu'alors eu que peu d'expérience d'affrontements liés aux appartenances religieuses, à la différence des générations antérieures. L'article de Suzy Rojzman et Maya Surduts ainsi que celui de Françoise Gaspard repercutent ces débats et en même temps en font partie : le premier interroge les scissions qui se sont opérées au sein des groupes féministes alors que le second aborde la question sous un angle peu traité et permet de situer ces débats dans l'évolution du contexte international.

Analyser les inflexions des mouvements féministes, faire le bilan des évolutions apparaît comme un des thèmes communs à plusieurs des articles. S'il est question des mutations du féminisme en cours, c'est souvent par un regard rétrospectif, fortement marqué par les références au féminisme des années 1970, que les textes abordent le sujet. L'histoire des luttes féministes est sujette à une vision rythmée de flux et reflux que la métaphore des vagues successives vient encore renforcer. Prédomine ainsi une analyse des chronologies des engagements féministes comme résultante de ruptures au sein des mouvements fémi-

¹ Association des jeunes chercheuses et chercheurs en études féministes, genre et sexualités.

nistes. Tel est, du moins, le point de vue qu'adoptent certains des articles du numéro. Par-delà la désignation possible d'une troisième vague du féminisme, l'interrogation de Diane Lamoureux porte sur la façon dont, au cours des années 1990, une nouvelle génération de féministes émerge et définit ses propres enjeux et son rapport à celles qui les ont précédées. C'est également à l'examen des transformations qu'ont connues les recherches féministes et les groupes militants qu'invitent les textes d'Ute Gerhard et Jane Jenson, d'une part, et de Suzy Rojzman et Maya Surduts, d'autre part. Chacune de ces auteures dans son domaine respectif a été une protagoniste de premier plan.

Malgré un certain scepticisme quant à la validité de la notion de troisième vague, utilisée aux États-Unis pour caractériser celles qui sont arrivées au féminisme dans les années 1990, il semble intéressant pour Diane Lamoureux d'examiner comment les jeunes féministes définissent les enjeux du mouvement et leur rapport à celles qui les ont précédées. Il s'agirait de montrer comment se développe un féminisme qui « vient après », que ce soit pour critiquer ou pour se référer aux courants antérieurs.

Notre époque est de manière générale propice à des mises en cause rétrospectives de mouvements sociaux antérieurs, souvent fondées sur la dénonciation de la faillite d'une pensée politique progressiste — qu'il s'agisse du marxisme, de l'humanisme, ou d'autres pensées à visée globalisante. L'un des intérêts du texte de Wini Breines, dont nous publions ici la traduction, est de prendre au sérieux l'accusation de racisme qui a pu s'exprimer aux États-Unis dans l'histoire des mouvements féministes de la fin des années 1960. Mais à l'encontre d'autres recherches, elle ne se centre pas seulement sur l'histoire interne du mouvement féministe. Si elle compare de manière systématique l'expérience de deux groupes féministes socialistes de Boston à la fin des années 1960 et au début des années 1970 — Bread and Roses et le Combahee River Collective — elle le fait à la lumière des transformations sociales et politiques concomitantes de l'histoire de ces groupes. Tout en s'appuyant sur la narration robotique de sa propre expérience et sur un travail critique quant à la complexité de la remémoration, elle montre combien la question du racisme ne se résout pas dans une prise de position individuelle et met en évidence ce qui a fondé l'accusation de

racisme par les groupes d'Afro-Américaines. Wini Breines offre une réflexion particulièrement lucide des différences d'expérience : par exemple, l'affirmation d'un « *Nous les femmes* », en général, n'était pas concevable de la part des femmes des groupes dominés. L'exposé des propositions théoriques des femmes des groupes dominés, « les subalternes », met en évidence combien le point de vue de la « marge » impose un déplacement de la centralité, une redéfinition des notions d'universel qui ne soient pas l'imposition des valeurs des groupes dominants².

La définition de valeurs universelles est également en jeu dans les conflits au sujet du foulard islamique. Le terme de déchirement, plus ou moins douloureux, a souvent été mis en avant pour caractériser les affrontements au sein des groupes féministes. Comme le rappelle Françoise Gaspard, ce qui se manifeste ici, ce sont les réticences à prendre position pour une définition univoque des valeurs dites universelles. Ressort ainsi une contradiction entre les revendications d'autonomie et la volonté de définir une norme valable pour tous. Le conflit a révélé un déplacement des engagements politiques d'une partie des féministes qui sont passées d'actes de solidarité avec les groupes rassemblant des femmes immigrées à des prises de position sur ce qu'il était bon ou mauvais de faire.

Françoise Gaspard qui, en tant que maire de Dreux dans les années 1970, a été confrontée aux conséquences des manipulations racistes et à la dramatisation de la présence des populations issues de l'immigration, démonte chacun des actes de cette nouvelle polémique en insistant sur les contextes politiques, tant national qu'international — la croissance des votes en faveur du Front national en France, la recomposition des forces politiques contre les mouvements islamistes à l'échelle mondiale. Dans ce contexte, il apparaît qu'en dépit de déclarations prétendant savoir ce qui est favorable ou non à l'émancipation des femmes, les positions des jeunes filles ont davantage été instrumentalisées que réellement prises en compte.

² Gayatri Chakravorty Spivak (1988). « Can the Subaltern Speak? ». In Nelson Cary, Grossberg Lawrence (eds). *Marxism and the Interpretation of Culture*. Urbana, University of Illinois Press.

Une autre façon d'aborder les transformations du féminisme est de prêter attention à son impact dans les champs politiques et scientifiques, domaines privilégiés d'intervention de ce mouvement. L'influence des féministes s'est traduite non seulement par de nouvelles mesures gouvernementales, mais également par une redéfinition des institutions étatiques ; de même, le mouvement féministe a contribué au renouvellement des problématiques de recherche. En relation avec la thématique centrale du numéro, trois aspects sont abordés : l'analyse des évolutions prises par les politiques en faveur de l'égalité des droits pour les femmes, la prise en compte du genre dans la sociologie des mouvements sociaux, et enfin l'examen de la place des militantes féministes au sein des groupes politiques.

L'article de Sandrine Dauphin a pour objet l'élaboration des politiques d'égalité en France et au Canada en privilégiant l'analyse des principes et des stratégies mises en œuvre par les agences gouvernementales en charge de ces politiques. Partant de contextes politiques, sociaux et culturels fortement contrastés, elle montre les mécanismes d'homogénéisation et de normalisation, opérant la réification des rapports sociaux et une représentation univoque des catégories de sexe. Comparer la France et le Canada présente l'intérêt de mettre en relation deux représentations du politique que tout devrait *a priori* opposer : l'une est le chantre de l'universalisme tandis que l'autre a fait du multiculturalisme un droit fondamental. Et pourtant, dans l'un et l'autre cas, les politiques nationales tendent à se conformer à la logique dominante et aux prescriptions des agences internationales en charge des droits des femmes — ONU (Organisation des Nations unies), Union européenne, etc. Ainsi, en France et au Canada, l'élaboration des politiques a bien des points communs : elle s'appuie sur un principe d'égalité des chances qui se voudrait transversal à l'ensemble des mesures gouvernementales. Enfin, l'auteure montre que cette normalisation est d'autant plus sensible qu'elle participe d'une logique de légitimation des administrations consacrées à l'égalité des sexes qui voient leur autonomie se réduire par rapport aux ministères généraux, dans le cadre d'une nouvelle configuration institutionnelle.

L'article de Xavier Dunezat analyse l'impact du mouvement féministe sur les recherches académiques aux États-Unis et en

France. Dans les deux pays, la mise en évidence de l'apport des théories féministes s'est d'abord polarisée sur l'élargissement des problématiques par la prise en compte de la variable sexe. Tout l'intérêt de cet article est de souligner l'évolution qui s'est amorcée au sein de la sociologie des mouvements sociaux et de montrer que les études sur la place des femmes ne sauraient se cantonner dans une approche quantitative ou qualitative de leur mode de participation à ces mouvements, mais qu'il importe au contraire d'analyser la dynamique des mouvements sociaux et des pratiques protestataires sur fond de rapports sociaux de sexe.

À partir de plusieurs entretiens de militantes syndicalistes et de membres de partis de gauche et d'extrême gauche en France, l'étude de Josette Trat sur le statut de la responsable féministe dans les organisations mixtes porte à une vision pessimiste quant à la compréhension et à la reconnaissance de l'enjeu politique du féminisme. Les ambivalences des militants hommes sont au centre de l'analyse. L'auteure montre que la question féministe n'est pas considérée comme une question politique à part entière par l'ensemble des militants des deux sexes mais plutôt, tout comme au XIX^e siècle, comme « une question morale ». Par exemple, la lutte contre les violences vis-à-vis des femmes ne serait pas considérée comme un élément fondamental pour aider les femmes à gagner leur autonomie et à contester le contrôle exercé par les hommes sur l'activité et le corps des femmes, mais plutôt comme une simple action de soutien à des personnes en danger. Une action « morale », pourrait-on dire, pouvant être assimilée à une forme de solidarité compassionnelle, mais qui reste ainsi en marge des priorités politiques.

Anne-Marie Devreux et Jacqueline Heinen proposent des entretiens croisés de deux théoriciennes majeures du féminisme en Allemagne et au Canada. En Allemagne, le tournant politique ouvert en 1989 est encore très proche, et sa marque sur les priorités politiques en direction des femmes reste déterminante. C'est donc au regard d'évolutions grosses de contradictions, de discontinuités et de paradoxes qu'Ute Gerhard s'exprime et met l'accent sur les difficultés, sinon les impasses auxquelles les féministes se trouvent confrontées. En particulier l'égalité des droits entre les hommes et les femmes au lieu d'être reconnue comme un processus fait figure de simple rhétorique. Le fémi-

nisme est alors aux prises avec le discours libéral dominant, lequel réduit les revendications d'égalité à la promotion individuelle.

Pour sa part, Jane Jenson souligne l'existence de plusieurs féminismes canadiens : même si le rapport à l'État et le désir de travailler avec celui-ci offrent des traits similaires dans les deux parties du pays, non seulement la question de l'indépendance du Québec vis-à-vis du Canada a entraîné des préoccupations distinctes dans la formation du mouvement des femmes au Québec, mais les orientations adoptées de part et d'autre ont pris des directions différentes depuis les années 1980. De manière générale, elle note la place croissante occupée par des femmes dans les postes de responsabilité politique et administrative au Canada, ainsi que la légitimité que les analyses et les demandes formulées par les groupes féministes ont très tôt acquise aux yeux des partis politiques, des syndicats et des institutions intellectuelles telles que les universités ou les organismes de recherche gouvernementaux. Malgré cela, et tout comme en Allemagne, on observe une nette diminution de l'influence des mouvements de femmes — depuis les années 1990 au Canada anglais, plus récemment au Québec — en lien avec le démantèlement des institutions du féminisme d'État.

Suzy Rojzman et Maya Surduts, militantes du Collectif national pour les droits des femmes, reviennent sur les divisions du mouvement féministe. Loin d'enrichir le féminisme, l'éclatement actuel et la multiplication des courants qui se confrontent sont des signes d'une crise et d'une confusion. L'affaire du foulard islamique en est un exemple, fournissant une brillante démonstration du « *sac à malices que devient le féminisme* ». Pour le Collectif national pour les droits des femmes, l'histoire du mouvement féministe est rythmée par l'histoire des mouvements sociaux en général. La régression actuelle des acquis sociaux induit une crise généralisée au sein de laquelle il est difficile de résister à l'atomisation et de défendre l'hypothèse constitutive du féminisme sur le caractère systématique de la domination de sexe. Selon les auteures, les courants qui réduisent le combat féministe à la lutte contre l'intégrisme et en faveur de la laïcité, tels ceux de la mouvance *queer* qui se réclament du « postféminisme », ont tendance à évacuer cette hypothèse.

Dans ce contexte, la question de la relève se pose, pour les auteur(e)s, comme une question de la transmission de l'héritage du féminisme des années 1970 dont l'histoire demeure inconnue des nouvelles générations. Ce qui expliquerait le sentiment diffus auprès des jeunes que le féminisme est « ringard » et ses demandes dépassées.

Ce que ces textes nous donnent à lire, c'est la difficulté de sortir de la logique de l'affrontement, particulièrement dans la confrontation générationnelle, et de s'ouvrir à un véritable dialogue. Ils posent la question des modes d'expression du féminisme : dans quelles conditions ces mouvements parviennent-ils à répondre à la formidable ambition de nourrir l'aspiration à la liberté, de fournir à chacun davantage de moyens de maîtrise de sa propre vie ? Parce que l'ambition est immense, parce que la tâche est fastidieuse et longue, comme le rappelle Diane Lamoureux, le féminisme ne peut être que « toujours modifié », par réajustements successifs. Ce qui doit perdurer, c'est l'aptitude à « l'étonnement » devant les nouvelles formes de la domination et leur non-remise en cause ainsi que l'aptitude au questionnement politique. La capacité à donner à voir les exigences inaccomplies et les possibilités négligées dans le passé, lesquelles reviennent hanter notre présent. Les textes de ce numéro nous invitent à réfléchir à la construction d'une nouvelle alchimie des coalitions politiques et à rester attentives aux analyses pluralistes des transformations du féminisme.

* *

*

Au Japon, le féminisme a de longue date pu s'appuyer sur l'importante création littéraire des femmes. Malgré une éclipse de plusieurs siècles, comme le montre Claire Dodane dans l'article « hors champ », les écrivaines ont fait preuve d'une incroyable force de résistance face aux stratégies tendant à les tenir à distance de l'écriture. Au tournant de l'an Mille, c'est en alphabet phonétique que fut composé le célèbre « *Dit du Genji* » par une dame de la cour à qui était interdit l'usage des idéogrammes réservés aux hommes. Aujourd'hui encore, les libraires classent les ouvrages écrits par des femmes sous

l'étiquette « littérature féminine » quel que soit leur genre ou leur sujet.

L'article analyse l'impact des options stylistiques et thématiques des auteures contemporaines sur le paysage littéraire actuel du Japon. Il montre aussi à quel point le monde de la critique est aux mains des hommes : à travers leurs évaluations, ils imposent leur vision du monde, passant sous silence des écrivaines à leurs yeux trop « réalistes » dans la mise en scène du corps féminin. Nous invitant à relativiser notre point de vue occidental sur les valeurs attachées aux activités des femmes, ici au travail littéraire, Claire Dodane conclut : « *Si l'œuvre est nécessairement porteuse de sens, ce sens n'a d'évidence que dans la culture qui le produit* ».

Dominique Fougeyrollas-Schwebel et Eleni Varikas